

3) BUDGET 2015 : **les fonctionnaires, les femmes et les retraités 1ères victimes**

Le budget de la sécurité sociale et celui de l'Etat illustrent le choix du gouvernement de baisse des dépenses publiques : 50 milliards d'économie d'ici 2017 dont 21 milliards en 2015, c'est à dire 7 milliards sur l'Etat et ses opérateurs, 3,7 sur les collectivités locales et 10 sur la sécurité sociale.

Les conséquences en sont malheureusement trop connues : gel des salaires des fonctionnaires, stabilisation des effectifs de l'Etat, maigres mesures catégorielles, baisse des pensions et des prestations sociales, baisse des investissements des collectivités locales pourtant utiles à toutes et tous et y compris aux entreprises...

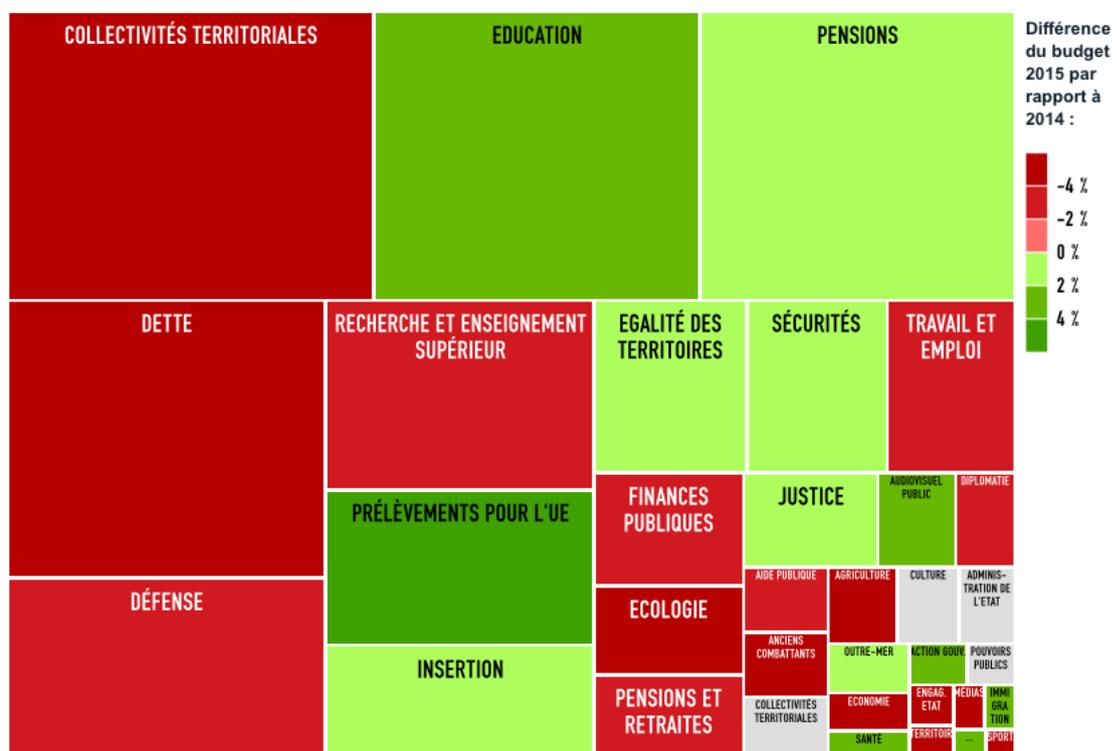
Ces économies pèsent lourdement sur nombre de salariés, de jeunes et de retraités.

Ce programme d'économies impose aussi des restrictions au budget de la Sécurité sociale. Les prestations familiales sont ainsi rabotées de 700 millions d'euros, fragilisant ainsi l'ensemble de la politique familiale.

Les dépenses de l'Etat sont autant d'investissements indispensables au bon fonctionnement de notre société. Les services publics et de la Fonction publique doivent pouvoir jouer tout leur rôle dans la relance de l'activité de notre pays, dans la lutte contre les inégalités et dans l'anticipation des mutations à venir.

Une politique plus redistributive et plus juste, plus porteuse d'avenir n'est guère envisageable sans réelle réforme fiscale guidée par une volonté de répartir mieux et de manière plus équitable les richesses produites. Ce n'est pas le choix actuel du gouvernement !

A rebours d'une austérité qui nous mène droit dans le mur, il est urgent de conduire les réformes nécessaires pour plus de justice sociale, plus d'égalité et construire des perspectives de progrès social dans le cadre d'une cohésion sociale garantie.



La répartition et l'évolution comparée à 2014 des 373 milliards de dépenses nettes de l'Etat pour 2015

A titre d'infos : budget enseignement scolaire 47 Mds, charge de la dette 44 Mds, paiement des pensions des fonctionnaires 45 Mds, dotations aux collectivités locales 53 Mds...